



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service interministériel d'animation territoriale  
Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n° 41-2025-02-28-00001**

**modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 41-2023-03-07-00002 du 7 mars 2023  
imposant à la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES de mettre en place une surveillance  
des eaux souterraines sur son site du Chemin des Roses à Cormenon**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-3, L. 181-4 et R. 181-45 ;

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I et le titre Ier du livre V ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

**VU** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

**VU** l'arrêté du 9 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 04.3183 du 11 août 2004, imposant à la société D.E.C. (Dépôts Électrolytiques et Chimiques), de réaliser une étude détaillée des risques, de mettre en place une surveillance des eaux souterraines sur son site du Chemin des Roses, à Cormenon ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2005.276.10 du 3 octobre 2005 modifié et les prescriptions applicables aux installations de traitements de surface des métaux exploitées par la société D.E.C. (Dépôts Électrolytiques et Chimiques) à Cormenon ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 41-2023-03-07-00002 du 7 mars 2023 imposant la réalisation et la mise en œuvre d'un plan de gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines, résultantes des activités de la société AALBERTS (ex D.E.C.), et modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 04.3183 du 11 août 2004, imposant à la société AALBERTS de mettre en place une surveillance des eaux souterraines sur son site du Chemin des Roses à Cormenon ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

**VU** l'arrêté n° 41-2024-02-27-0001 du 27 février 2024 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesure immédiates prises à titre conservatoire ;

**VU** le rapport Mémo RAMBOLL – Résultats des investigations post-sinistre sur le site de Cormenon (ref : REH2024N02336-RAM-ME-1) du 13 décembre 2024 ;

**VU** le réseau de surveillance des eaux souterraines mis en place par la société AALBERTS (ex D.E.C.) sur son site du Chemin des Roses à Cormenon ;

**VU** les résultats de la surveillance des eaux souterraines réalisée par la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES sur son site du Chemin des Roses à Cormenon ;

**VU** le rapport et les propositions du... 29 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté complémentaire porté le 11 février 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant par courrier du 12 février 2025 ;

**VU** le courriel de l'inspection des installations classées du 25 février 2025 précisant que la réalisation de la surveillance complémentaire n'est prévue que sur l'année 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'un incendie s'est déclaré sur le site de la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES à Cormenon le 24 février 2024 au sein du bâtiment 4 d'environ 1 000 m<sup>2</sup> abritant trois chaînes de traitement de surface : argenture, étamage et nickel chimique ;

**CONSIDÉRANT** que des eaux d'extinction se sont accumulées sur le sol et ont potentiellement contaminé les eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** les résultats d'analyses de sols au droit du bâtiment incendié qui mettent en évidence une pollution des sols en métaux (cadmium, chrome, cuivre, nickel, zinc et étain) ;

**CONSIDÉRANT** les résultats des prélèvements et analyses réalisés sur les eaux de surface, à savoir La Grenne et le ruisseau du Parc, le jour de l'incendie et en août puis septembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les usages sont compatibles avec les résultats observés mais qu'il convient de s'assurer que la qualité des eaux de surface autour du site est stable dans le temps ;

**CONSIDÉRANT** les résultats d'analyses d'eaux souterraines dans le piézomètre Pz7, du prélèvement réalisé en août 2024 mettant en évidence la présence de nickel, nitrites et cyanures totaux qui dépassent légèrement les valeurs de référence de l'arrêté du 9 octobre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires nécessaires au respect des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, en application de l'article R. 181-45 du même code ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exploitant. À compter de cette date, l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2023-03-07-00002 du 7 mars 2023 est modifié selon les dispositions des articles suivants.

### **ARTICLE 2 : MODIFICATION DE LA SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

**Article 2.1 :** L'article I.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2023 est complété par la phrase suivante :

*Le réseau de surveillance des eaux souterraines est complété par un 7<sup>ème</sup> piézomètre dénommé Pz n°7, situé au sud du site, à proximité de l'ancien bâtiment 4 détruit par l'incendie du 24 février 2024.*

**Article 2.2 :** L'article I.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2023 est complété par la phrase suivante :

*Tout au long de l'année 2025, l'exploitant procède à un suivi renforcé de la qualité des eaux souterraines, post – incendie, à fréquence au moins trimestrielle. Ce suivi consiste à relever le niveau d'eau piézométrique ainsi qu'à prélever et analyser un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance des eaux souterraines mis en place.*

**Article 2.3 :** En 2025, les paramètres suivants sont ajoutés à la surveillance des eaux souterraines :

Paramètres à surveiller
Phosphore, chlorure, fluorures, sulfates, nitrate, nitrite
Benzo(A)pyrène
AOF (fluor organique adsorbable)

Si la concentration en AOF dépasse 50 µg/l, l'exploitant procédera à une recherche de substances perfluorées dont la liste minimale sera proposée par l'inspection des installations classées, afin d'identifier les substances à l'origine de cette concentration.

### **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES**

#### **Article 3.1 : Objet**

Une surveillance des eaux superficielles est réalisée tout au long de l'année 2025, par la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES, au droit de son site du Chemin des Roses à Cormenon, conformément aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 3.2 : Constitution du réseau de surveillance des eaux superficielles**

Le réseau de surveillance des eaux superficielles est constitué *a minima* des points suivants :

- Grenne amont
- Grenne aval
- Ruisseau du Parc amont
- Ruisseau du Parc aval

#### **Article 3.3 : Fréquence de la surveillance et paramètres surveillés**

L'exploitant procède, à une fréquence au moins trimestrielle, au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon au niveau de chacun des points de surveillance des eaux superficielle cités à l'article 3.2 du présent arrêté.

Les prélèvements et les analyses des eaux prélevées sont réalisés par un laboratoire agréé au titre du code de l'environnement dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur, notamment de la norme NF-X31-615. Les fiches de prélèvements seront scrupuleusement remplies à chaque campagne.

Les paramètres surveillés sont :

Paramètres à surveiller
Conductivité ; température ; potentiel d'hydrogène (pH) ; potentiel d'oxydo-réduction (rh) et oxygène dissous.
Cyanures totaux (Cnt) ; Cyanures libres (CN-)
Métaux : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, aluminium, bore, étain, fer, potassium
Chlorures, fluorures, sulfates, azote Kjeldahl (NTK), nitrates, nitrites, azote global, phosphore total

Cette liste de paramètres peut être élargie en tant que de besoin à l'initiative de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Les résultats des analyses sont communiqués dès leur réception à l'inspection des installations classées.

#### **Article 3.4 : Restitution de chaque rapport d'analyses des eaux superficielles**

Un rapport contenant les résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant sa réception. Les valeurs mesurées sont comparées et les anomalies constatées sont mises en évidence et commentées par l'exploitant.

#### **Article 4 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 5 : NOTIFICATION**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera dans son installation, en permanence et de façon visible.

Il est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Cormenon et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Cormenon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de Loir-et-Cher, pendant une durée minimale de quatre mois ;

- Une copie du présent arrêté est adressée à M. le sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme ;
- Une copie du présent arrêté est adressée à M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val-de Loire.

#### **Article 6 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme, le maire de Cormenon et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **28 FEV. 2025**

Le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Faustin GADEN



*Délais et voies de recours en page suivante*

### Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)